



La révolution des réseaux socialistes

RÉSUMÉ > *Les élections municipales de mars 1977 correspondent à un temps fort dans la montée en puissance de la gauche non communiste, celle du nouveau socialisme version PS. Durant ce cycle d'Épinay (1973-1981), la bipolarisation du système partisan régional s'accélère. C'est aussi le point de départ de trajectoires d'élus de premier plan, mettant en lumière la mobilisation de réseaux militants pluriels.*



TEXTE > **FRANÇOIS PRIGENT**

FRANÇOIS PRIGENT, agrégé d'histoire, vient de soutenir sa thèse sur les réseaux socialistes en Bretagne des années 1930 aux années 1980.

La conquête de plusieurs grandes villes marque une rupture, qui renouvelle les filières et les figures du socialisme breton. En mars 1977, la stratégie d'union de la gauche, mise en œuvre au PS depuis 1971 avant d'être érigée en règle après la signature du Programme commun en 1972, assure le gain de l'essentiel des métropoles en Bretagne (Nantes, Brest, Rennes).

Le constat est valable pour le Grand Ouest. À Angers, Jean Monnier, un des leaders nationaux de la CFDT, devient maire et le reste jusqu'en 1998. Il s'éloigne du milieu socialiste en refusant en 1983 l'union avec le PCF, avant d'évoluer vers le centre-droit. Au Mans, le secrétaire fédéral du PCF depuis 1949, Robert Jarry (1924-2008) devient maire avant d'être relayé en 2001 par un ancien membre du cabinet ministériel de Louis Le Pen-sec, Jean-Claude Boulard (PS).

« Changer la vie, changer la ville¹ »

À l'issue de ces élections, la progression de l'enracinement municipal du PS est saisissante. Après la poussée des législatives de mars 1973 et des cantonales d'octobre 1973 puis de mars 1976, la « métropolisation » du PS, porteur d'un socialisme à visage urbain, impulse de nouvelles pratiques du pouvoir municipal.

La réorientation des politiques de la ville reflète les priorités de la période. Durant l'entre-deux-guerres, les efforts des municipalités socialistes ouvrières portent sur les régies municipales, les écoles publiques et les équipements de loisirs, d'encadrement de la jeunesse à destination des classes populaires.

Les années 1950-1970 confrontent les élus aux questions urgentes du logement avec, comme réponse la construction de grands ensembles urbains. L'amorce de la crise économique place les édiles socialistes en position d'intermédiaire dans les conflits sociaux, les obligeant à pratiquer le réformisme tout en radicalisant leur discours politique. L'action socialiste depuis les années 1970 tend à requalifier les espaces centraux de la métropole, à accompagner le redéploiement socio-économique et à mettre l'accent sur les gestions locales.

La diversité des ancrages locaux

La typologie des nouvelles mairies PS emportées entre 1971 et 1983, avec une surreprésentation des succès en 1977, dévoile une pluralité d'ancrages locaux : la prise spectaculaire des métropoles, l'impact du développement dans les communes périurbaines², la peau neuve des anciennes municipalités rouges, l'onde de choc des transferts des filières chrétiennes, le reclassement des élus divers gauche qui ne se reconnaissaient pas dans la SFIO ni dans le PCF.

La stratégie de listes unitaires avec le PCF contraste avec l'hostilité de la FGDS au rapprochement opéré par le PSU ou la CIR avec les communistes en 1971 (Quimper, Nantes³).

Une génération de laïques nés après-guerre

Le tournant de 1977 lance la carrière politique d'une nouvelle génération d'élus, qui impose une coupure avec le personnel des élus SFIO entraînant des déchirements dans le milieu socialiste. Les passages de relais tendus s'expriment dans les successions traînant jusqu'en 1981 à

Lorient avec Jean Lagarde ou 1983 avec Étienne Caux à Saint-Nazaire.

La génération 1977, expression plus conforme que celle de génération Mitterrand, fait apparaître un décalage avec la base des militants comme des parlementaires, imprégnés par les filières chrétiennes de gauche. À l'échelle municipale, on note la prépondérance de militants nés dans les années de la Libération et issus du moule laïque, lancés politiquement par l'union de la gauche avec le partenaire communiste.

Le parcours de Jean-Louis Tourenne, président du Conseil général d'Ille-et-Vilaine depuis 2004, est représentatif. Point de départ d'une seconde phase du basculement vers la gauche, 1977 établit des municipalités à direction socialiste avec un vivier d'adjoints et de conseillers municipaux PCF, scellant l'équilibre des composantes de la gauche et l'orientation stratégique des années 1980-1990.

Les municipales de 1977, qui sanctionnent la montée en puissance d'un nouveau parti, à la fois au plan des idées, des hommes et des stratégies, traduisent donc la métropolisation du socialisme breton, avec les succès d'Edmond Hervé à Rennes⁵, Alain Chénard à Nantes, Francis Le Blé à Brest, Louis Chopier à Saint-Malo, Pierre Jagoret à Lannion⁶.

1. Michel Philipponneau, *Changer la vie, changer la ville : Rennes 1977*, La Baule, 1976, 375 p. Universitaire, Michel Philipponneau (1921-2008), responsable du CELIB entre 1952 et 1972, animateur régional de la CIR et du club Bretagne et Socialisme, dirigeant de la FGDS d'Ille-et-Vilaine candidat aux législatives (1967, 1968, 1973) est conseiller général (1973-1985), conseiller régional (1973-1986) et premier adjoint en 1977 à Rennes.

2. Annie Ménada, *La conquête par le PS de communes périurbaines de la ville de Rennes : analyse d'une implantation (1977-1989)*, thèse, Rennes I, 1991, 282 p.

3. En contrepoint de la régénération du PS par des listes d'union contre les anciens socialistes ancrés dans des stratégies d'alliances anticommunistes, des listes socialistes se font sans/contre les communistes dans les zones rouges des Côtes-du-Nord, du Finistère et du Morbihan. Le durcissement des relations, avec un repli sur les aires partisans, induit souvent une « union à la calculatrice », imposant d'interminables négociations et dissensions durant la période 1976-1978.

4. Né en 1944, Jean-Louis Tourenne, instituteur, PEGC puis principal de collège, militant du SNI, tendance Unité et Action, est maire de La Mézière (1983-2008) et conseiller général de Hédé depuis 1973.

5. Edmond Hervé adhère dès 1966 à la SFIO en crise(s) et profite de cette ancienteté pour conduire la refondation socialiste rennaise des années 1970 à la tête de réseaux rajeunis hétérogènes (syndicalistes, étudiants, paysans). Assistant d'université issu d'une famille agricole conservatrice, son ascension linéaire lui permet d'occuper successivement les fonctions de conseiller général en 1973, secrétaire fédéral au moment clé après 1974, maire en 1977 et député en 1981. Ministre jusqu'en 1986, il incarne cette génération de socialistes bretons qui émerge au niveau national.

6. Cadre à la Sécurité sociale, Pierre Jagoret, né en 1928, conseiller général PSU de Lannion (1964-1970), incarne le renouveau du PS dans le Trégor : conseiller général (1976-1982)

Le tournant de 1977 lance la carrière politique d'une nouvelle génération d'élus en rupture avec l'ancienne SFIO.

Ces élections sanctionnent la montée en puissance du nouveau Parti socialiste qui va se « métropoliser ».





Depuis les grandes villes, le vote de gauche gagne rapidement la périphérie immédiate.

Ainsi, les trajectoires de ces maires emblématiques, rejoignant les socialistes déjà en place comme Michel Masson à Pontivy, Jean Lagarde à Lorient, reposent sur la mobilisation de filières plurielles, en fonction des singularités de leurs parcours militants.

Dans le même temps, les échecs socialistes ne manquent pas, à l'instar des listes d'union de la gauche, conduites par Bernard Poignant (Quimper) et Michel Ollivier (Vannes).

Les villes donnent le ton

L'étalement du vote socialiste dans les espaces périurbains, en phase avec la nouvelle sociologie de ces territoires, caractéristique démontrée pour la région de Rennes, s'applique aux autres aires métropolitaines de la Bretagne. Les victoires éclatantes dans les grandes villes sont prolongées par une attraction simultanée des périphéries immédiates, selon un gradient d'une intensité décroissante du centre vers l'extérieur.

L'alignement des comportements politiques de la première couronne sur ceux de la ville-centre se ressent à l'échelle des bassins d'activité, les liens au travail étant le premier vecteur de socialisation politique plus que la localisation de la résidence. La « métropolisation » de l'espace breton, matérialisant les aires métropolitaines d'influence, est un modèle opérant pour saisir la diffusion, notamment le long des axes de communication, du vote PS : les évolutions électorales sont impulsées par le choix des villes.

En isolant le profil des nouveaux maires PS élus en 1977 dans le Finistère et les Côtes-du-Nord, il est encore possible d'affiner la catégorisation.

Dans le Finistère, les nouveaux maires sont élus dans les communes-dortoirs et les villes moyennes (Plouzané⁷, Rosporden), voire dans les communes autour de Morlaix, révélant un phénomène de succession politique des élus enracinés depuis les années 1930.

Dans les Côtes-d'Armor, les nouveaux maires s'implantent surtout dans des petites communes, notamment au Nord et à l'Est de la RN 12 et de Guingamp (Lanrodec, Plouagat, Le Merzer, Pléhédel, Plouisy, Pommerit-le-Vicomte, Saint-Clet, Landébaéron), révélant des espaces politiques déjà occupés par le PCF.

Un second foyer d'étalement de la représentation PS est repéré dans la région de Loudéac (La Chèze, La

Motte, Saint-Barnabé) et de façon moins nette dans les petites communes rurales de la périphérie de Dinan (Pleslin-Trigavou, Trévron...) dans le sillage de Charles Josselin⁸ et René Régnauld.

Ces évolutions de la droite vers la gauche modérée, par la conversion d'anciens élus divers gauche, se confirment dans la couronne Est de Lamballe: Plénée-Jugon, Plestan, Hénon⁹, Pluduno¹⁰, Saint-Alban, Quintenic, Plédéliac.

Autour de Lannion¹¹ qui se choisit un maire socialiste, les processus en cours d'arrivée de nouvelles populations des lotissements périurbains des classes moyennes s'agrègent au terreau laïque rural pour faire basculer de petites communes en expansion démographique (Ploulec'h, Rospez, deux trajectoires similaires de professeurs PEGC), tandis que s'opèrent des transferts politiques à vitesse variée : par exemple du centre vers la gauche à Quemperven, ou bien du communisme vers la gauche socialiste à Vieux-Marché.

La typologie des espaces qui sous-tend cette démonstration peut être étendue à l'échelle de la Bretagne.

L'émergence d'une nouvelle génération d'élus

LOIRE-ATLANTIQUE - Un vrai démarrage du socialisme local, par les mairies, est visible : 17 municipalités revendiquées en 1977, contre seulement une dizaine au terme des reclassements de 1971-1973. Dans le sillage du renversement de l'orientation du pouvoir local à Nantes par l'équipe d'Alain Chénard¹², les conquêtes municipales se réalisent autour de l'aire urbaine. La continuité socialiste à Rezé et Bouguenais est confortée par

La Loire-Atlantique en offre l'exemple avec la conquête de Saint-Herblain ou d'Orvault.

7. Né en 1939, Joseph Méllenec, ouvrier à l' Arsenal, est formé dans les mouvances jocistes et ajistes. Responsable CFTC-CFDT, cet ancien militant PSU (1966-1975) est maire de Plouzané (1977-1989), maire (1977-1983), député (1978-1986).

8. Charles Josselin, élu député en 1973 face à René Pleven, devient président du Conseil général en 1976.

9. Conseillère d'orientation née en 1952, Georgette Bréard, militante SGEN-CFDT, est maire de Hénon depuis 1977. Suppléante de Didier Chouat dès 1997, elle est conseillère régionale depuis 2004.

10. Agriculteur-éleveur né en 1947, Jean Gaubert, maire de Pluduno (1977-1997), est conseiller régional (1986-1992), conseiller général de Plancoët (1988-2008), suppléant (1981-2002) et député de Dinan depuis 2002.

11. La fusion des communes du grand Lannion (Serval, Buhulien, Brélévenez, Loguivy) explique la complexité de la topographie politique du vote socialiste à l'échelle des « quartiers » : l'absorption des anciennes périphéries rurales accélère le basculement à gauche de la ville.

12. Jean Pétaux, *Le changement politique dans le pouvoir local. Le pouvoir municipal à Nantes*, Pedone, 1982.

les nouveaux maires élus à Saint-Herblain (Jean-Marc Ayrault¹³), Saint-Jean-de-Boiseau (Camille Durand), Couëron (Jean-René Morandeau), Indre (Maurice Loyer), La Montagne (René Guillard¹⁴), Le Pellerin et Orvault (Maurice Poujade). Les gains concernent aussi Paimbœuf (Jean Louison) et Brains (Joseph Albert). La plupart de ces maires ont des mandats courts, par opposition aux anciennes figures socialistes. Des tensions s'expriment avec le PCF à Saint-Joachim (rupture en 1980 de Julien Saulnier avec le PS) et Saint-Malo-de-Guersac (Leclerc), ou entre générations militantes à Saint-Nazaire. Les filières syndicales, enseignantes et agricoles, sont mises en avant comme à Séverac avec Maurice Pondaven et à Varades avec Alexandre Gautier.

ILLE-ET-VILAINE - Le doublement du nombre de maires PS entre 1971 (cinq) et 1977 (neuf) est un phénomène qui prend une tout autre ampleur dans l'imaginaire collectif, en raison du contrôle de deux des grandes villes du département (Rennes, Saint-Malo). La formation des réseaux municipaux procède de la montée en puissance d'un socialisme des classes moyennes autour de la couronne rennaise (Georges Cano, André Bonnin, Georges Martinais, Roger Beaulieu¹⁵) et de la conservation des espaces républicains du nord du département (Albert Dory, Antoine Launay, Joseph Leuret).

MORBIHAN - Les équilibres sont très peu modifiés en apparence (23 maires en 1977, comme en 1965 et 1971), mais l'émergence d'une nouvelle génération transforme durablement la physionomie des élites socialistes, à l'instar de l'irruption dans le champ politique de Jean Giovannelli à Inzinzac-Lochrist¹⁶ ou de Jean-Yves Le Drian en cours de mandat à Lorient. Le vivier syndical est à la base des trajectoires de Louis Le Guern à Lanvénegen¹⁷, Pierre Le Droguen à Sulniac¹⁸ et Joseph Rouxel à Rieux. La fréquence des successions en cours de mandats montre que cette séquence est plus qu'une transition entre les cycles socialistes SFIO et PS¹⁹. Le gain des communes de Lignol (Meven Penvern) et Séné (Daniel Mallet en 1980) contrebalance les défaites (Langonnet, Saint-Caradec-Trégomel) et les retraits d'élus encartés au profit de maires divers gauche qui gravitent autour du PS, comme à Saint-Aignan, à Brignac et Saint-Barthélemy. Le rapprochement avec ces élus est visible en 1981, avec une attraction partisane comme à Lanvaudan avec Jean-Pierre Cardiet. Au final, la stabilité prévaut seule-

ment dans neuf cas²⁰. À une exception près, l'ensemble de ces figures disparaît des réseaux d'élus locaux en 1983 (défaites, retraits), signe de la fermeture de la période ouverte en 1945.

FINISTÈRE - Le PS dispose d'un réseau de 33 maires affichant une étiquette clairement socialiste en 1977. Dans ce groupe, cinq conseillers généraux détiennent des mandats politiques depuis la Libération à la SFIO ou/puis au PSU : Pierre Le Boédec, François Manac'h, Albert Larher, Armand Berthou, Louis Huitric. Dans le sillage de Louis Le Pensec à Mellac et de Jean-Jacques Cléach à Morlaix, seulement sept maires sont déjà élus en 1971. L'élection de 1977 marque un redémarrage de l'implantation municipale (20 nouveaux maires). Si la moitié n'est plus en fonction dès 1983 ou 1989, cette cohorte fournit une petite dizaine de conseillers généraux PS. En dehors de Brest et Quimperlé (Yves Guillou), les gains socialistes concernent exclusivement de petites villes, chefs-lieux de canton (Plouzané, Rosporden, Crozon, Daoulas, Pont-Croix) et des espaces ruraux pluriels : en Cornouaille (Baye, Tréméven), autour de Quimper (Ergué-Gabéric, Eliant), dans le Léon (Santec, Locquénolé) et le Trégor (Saint-Martin-des-Champs, Garlan, Guimaëc²¹, Saint-Jean-du-Doigt) les monts d'Arrée et le Poher (Plounévezel, Landeleau, Locmélard, Tréméven) voire sur les bordures maritimes (Plogoff, Plobannalec).

En Ille-et-Vilaine, le PS conquiert les deux plus grandes villes, Rennes et Saint-Malo et c'est un socialisme des classes moyennes qui grignote la périphérie rennaise.

Le Morbihan semble moins touché par la poussée de la gauche, mais de nouveaux leaders émergent comme Jean-Yves Le Drian, bientôt maire de Lorient.

Les socialistes finistériens gagnent vingt nouvelles maires.

13. Issu du MRJC, Jean-Marc Ayrault, conseiller général depuis 1976, est un symbole du renouvellement générationnel et géopolitique des maires élus en 1977.

14. Ajusteur à l'Arsenal, René Guillard, né en 1925, conseiller municipal MRP (1965-1968), est maire PS de La Montagne (1977-1994). Militant CIR, sa trajectoire repose sur des engagements dans les filières militantes chrétiennes et progressistes (JOC-ACO-CFTC).

15. Instituteur puis cadre détaché à l'Inspection académique, Roger Beaulieu (1924-1997), adhère au PS dès 1973, est maire de La Chapelle-Thouarault (1971-1983) et conseiller général de Montfort-sur-Meu (1976-1988).

16. Syndicaliste et coopérateur, François Giovannelli (1907-1986) est maire d'Inzinzac-Lochrist (1945-1971), avant de passer le relais à son fils, député (1981-1993).

17. Maire de Lanvénegen (1977-2001), Louis Le Guern (1939-2005), responsable CDJA-FDSEA, affirme son appartenance à la gauche dès 1965. Suppléant en 1978 et 1981, il joue un rôle de conseiller actif sur la question des quotas laitiers, Henri Nallet présentant les accords de Bruxelles dans sa commune.

18. Syndicaliste paysan, Pierre Le Droguen, né en 1947, est maire de Sulniac depuis 1977 et conseiller général d'Elven (1988-1994).

19. Yves Guilloux à Ploërdut et Jean Fichet à Séglien (1979), Jean-Yves Laurent à Quéven et Yves Le Moal à Roudouallec (1980).

20. Camors, Clégüérec, Guémené-sur-Scorff, Inguiniel, Le Faouët, Locmiquélic, Pontivy, Silfiac, Théhillac.

21. Né en 1948, Bernard Cabon, enseignant issu du PSU, est maire de Guimaëc (1977-2008) après Yves Sillau, élu en 1959 (également très jeune, à 26 ans).



Le rattrapage de l'Ouest par rapport à la moyenne nationale va avoir un effet en retour sur la montée en puissance de la gauche en France.

CÔTES-DU-NORD - Les municipales²⁴ de 1977 sont marquées par le maintien d'une forte participation (87 % comme en 1971) et par une politisation nouvelle, avec un durcissement des clivages droite/gauche, socialisme/communisme²². La féminisation du personnel politique municipal est plus visible à l'échelle des conseillers municipaux (215 en 1971, 384 en 1977) qu'à celles des maires (neuf en 1971, onze en 1977). Le renouvellement général est un fait marquant pour tout l'éventail politique (121 nouveaux maires, soit 32,8 % des 369 maires). C'est encore plus net pour les maires socialistes (97 maires PS, chiffres un peu plus élevés que les estimations préfectorales, en raison des reclassements et adhésions des divers gauches notamment) : 41 sont des nouveaux maires, 24 ont un seul mandat d'expérience. Les élus antérieurs à 1965 apparaissent très éloignés du cycle socialiste radicalement nouveau qui s'opère : 11 en 1965, 9 en 1959, 3 en 1953, 9 avant 1947. La répartition par circonscription éclaire les équilibres territoriaux de l'enracinement socialiste : 7 à Saint-Brieuc, 20 à Dinan, 15 à Loudéac, 28 à Guingamp, 12 à Lannion.

CFDT qui assument des mandats politiques après le mouvement des Assises du socialisme (octobre 1974), notamment à Saint-Brieuc avec Michel Cadoret et Jean Le Faucheur²³, ou à Nantes avec Gilbert Declercq et Maurice Milpied. Les nouveaux élus PS se positionnent sur l'ensemble de l'arc syndical, à l'instar de la configuration rennaise où sont élus à la fois Albert Renouf (CGT), Noël Eliot (FO), Martial Gabillard (FEP-CFDT).

Un parti à géométrie variable

Le renforcement de l'enracinement socialiste en Bretagne, tangible à l'issue des municipales de 1977, se fonde sur un parti à géométrie variable, dont les centres de gravité militants subissent de profondes recompositions : renouvellement des matrices d'adhésion au PS ; intégration de nouvelles filières militantes au sein du milieu partisan durant la décennie 1967-1977.

Cette révolution socialiste s'est enclenchée dans les années 1970 mais le jeu des représentations a maintenu au plan national l'idée d'une région rétive au socialisme jusqu'en 2004. La refonte du milieu socialiste exprime la recomposition des bases socio-économiques marquées par le poids croissant des classes moyennes supérieures : politiquement, la Bretagne se déplace progressivement et durablement vers la gauche.

Le moment 1977 représente une percée électorale fondamentale dans l'histoire du PS, comparable aux scrutins décisifs de 1973, marquant une étape vers le basculement des exécutifs locaux à gauche en 2004. Un an après la grève mythique du Joint Français, le retentissement national de la victoire de Charles Josselin sur René Pleven en 1973, épisode fondateur, est démultiplié par la progression électorale globale, qui singularise le tournant du PS en Bretagne entre 1976 et 1979. La palette impressionnante de situations contrastées converge vers une nationalisation et une « moyennisation » du vote socialiste en Bretagne. Ce rattrapage de l'Ouest par rapport à la si-

Tendances politiques des maires dans les Côtes-du-Nord (1965-1977)

Étiquettes	1965	1971	1977
Communistes	18	31	48
PSU	56	62	2
Socialistes	35	35	82
Radicaux	8	4	3
Divers gauche	55	52	67
MRP/CDP/CGM	41	26	27
UNR/RPR	5	15	6
RI/REI	7	31	16
CNI/DMF/DVD	36	123	103
ALIM/CDS	113	1	16
Extrême droite	1	3	-
Total	383	384	369

Les syndicalistes CFDT entrent en politique

Parmi les nouvelles filières militantes du PS ressourcées par le mouvement social, notamment parmi les enseignants et les paysans, l'exemple marquant du passage des syndicalistes en politique se vérifie pour les responsables

22. Le scrutin, plus serré, témoigne d'un durcissement des clivages politiques : en 1971, 4218 sur 5290 conseillers municipaux sont élus au 1er tour, contre 3751 sur 5163 en 1977.

23. Ajusteur chez Chaffoteaux, Michel Cadoret (1928-2009), responsable JOC et ACO, milite à la CGT avant de rejoindre la CFTC. Secrétaire de l'UD (1955-1971), militant PSU, il est élu à Saint-Brieuc entre 1977 et 1995. Ouvrier boulanger, Jean Le Faucheur (1929-2011), responsable JOC et ACO, milite au MLP, à l'UGS et au PSU. Responsable CFDT, adjoint à Saint-Brieuc (1977-1989), cette figure de la lutte emblématique du Joint Français symbolise le changement de paradigme militant, du champ syndical vers le terrain politique.

tuation nationale, en fournissant un réservoir de voix et d'élus modifie la dimension même des réseaux socialistes. Il surgit avec force lors des municipales de 1977. L'organisation du congrès national du PS à Nantes en juillet 1977 sanctionne aussi ce rééquilibrage du vote socialiste à l'Ouest, fait important quantitativement dans la montée en puissance de la gauche en France.

La séparation PS/PCF lors des législatives de mars 1978 se solde par une confirmation de l'évolution de la gauche au profit du PS, acteur central de la normalisation du système partisan breton. Le renouvellement du personnel dirigeant, incarné par Jean-Yves Le Drian, Marie Jacq²⁴, Alain Chénard ou François Autain, s'apparente à un mouvement d'expansion du PS préfigurant la vague rose de 1981, apogée du socialisme breton, qui initie une seconde phase de consolidation électorale.

Long chemin parcouru en une dizaine d'années : en 1968, la gauche socialiste dispose en Bretagne d'un seul député, en 1981, elle a 19 parlementaires et trois ministres : Louis Le Pensec, Edmond Hervé, et François Autain.

Cinq itinéraires d'élus

À titre d'exemple, voici parmi cent autres, cinq trajectoires militantes d'élus socialistes de la « génération 77 ». Les notices biographiques s'inspirant du travail réalisé dans le cadre du dictionnaire Maitron¹.



Francis Le Blé (1929-1989), de l'Arsenal à la mairie de Brest

Né dans une famille ouvrière de Locmiquélic (Morbihan), Francis Le Blé entre comme ajusteur à l'Arsenal de Brest à 19 ans. Militant de la JOC, il devient secrétaire de la puissante Union locale CFTC en 1959. Positionné sur le courant Reconstruction, il occupe, de 1964 à 1975, le poste de secrétaire de l'Union départementale CFDT.

24. Adhérente SFIO en 1945, passée par le PSU, l'ancienne secrétaire de Tanguy-Prigent, Marie Jacq, seule femme députée PS en Bretagne avant 1997, est l'unique élue du groupe parlementaire en 1978. Vice-présidente de l'Assemblée Nationale en 1981, elle est députée de Morlaix (1978-1993) et maire d'Henvic (1965-1989).

